



Les cinq mensonges sur l'Europe

M 03461 - 1300S - F: 3,30 €



DÉBAT Ukraine : à qui la faute ?

NOTRE-DAME-DES-LANDES L'aéroport en fin de course

sommaire



6

La semaine

- 6 PROCHE-ORIENT** Entretien avec Imen Habib >>> Après l'échec de John Kerry
- 8 UKRAINE** Reportage : « On ne sait plus quoi souhaiter »
- 10 CLIVAGE** Crise ukrainienne : à qui la faute ? Alain Lipietz et Jean Geronimo
- 13 SOCIAL** Plan Valls : « Des mesures inefficaces »
- 14 NOTRE-DAME-DES-LANDES** L'aéroport en fin de course ?
- 15 L'ÉCONOMIE À CONTRE-COURANT** par Gérard Duménil

Dossier Politique

Les cinq mensonges sur l'Europe

- 16 à 21** Un modèle de démocratie >>> Une garantie de paix >>> Convergence assurée >>> Plus de protection >>> Une grande puissance politique

Culture

- 22 CINÉMA** *Pas son genre*, de Lucas Belvaux.
Night Moves, de Kelly Reichardt
- 23 À FLUX DÉTENDU**
- 25 THÉÂTRE** *La Traversée aux disparus*, entretien avec Eva Doumbia
- Idées**
- 26 ENTRETIEN** *Dictionnaire des sexualités*, de Janine Mossuz-Lavau
- 27 L'ESSAI DE LA SEMAINE**
Dumping fiscal. Enquête sur un chantage qui ruine nos États, d'Éric Walravens

Médias

- 28** La politique spectacle
- 29** DE BONNE HUMEUR
- 30 Courrier**

Abonnez-vous

31

DU 29 AVRIL AU 11 MAI 2014
SAINT-DENIS / PARIS / SEINE-SAINT-DENIS

نواف سيناتيغ

9^e édition

PANORAMA DES CINEMAS DU MAGHREB ET DU MOYEN-ORIENT

FICTIONS / DOCUMENTAIRES / INÉDITS /
AVANT-PRÉMIÈRES /
COURTS ET LONGS MÉTRAGES /
TABLES RONDES / BRUNCHS LITTÉRAIRES

RENCONTRES

HALA ALABDALLA, MEYAR AL ROUMI,
UDA BENYAMINA, JACQUELINE CAUX,
MOHAMED EL ABOUDI, DALILA ENNADRE,
KHALED GHORBAL, KAMAL HACHKAR,
CLAUDE HIRSCH, DENIS MARTINEZ,
HIND MEDDEB, NARJISS NEJJAR,
ABDELLAH TAÏA, KARIMA ZOUBIR...

TABLES RONDES

Femmes cinéastes, des chiffres et des images – en France et dans le Monde / La circulation du film dans les pays du Moyen-Orient et en Afrique du Nord – Stratégies politiques, acteurs économiques et pratiques des publics

COMPÉTITION DE COURTS MÉTRAGES EXTÉRIEUR 16+

Prix du jury lycéens / Coup de cœur du public

SÉRIES TV

LES CHEBABS DE YARMOUK d'Axel Salvatori-Sinz,
UNE ÉCHELLE POUR DAMAS de Mohamed Malas,
ROUND TRIP de Meyar Al Roumi
COMME SI NOUS ATTRAPIONS UN COBRA d'H. Alabdalla /
La femme syrienne est une révolution,
proposition audiovisuelle d'Hala Alabdalla

AVANT-PRÉMIÈRES & INÉDITS

L'ARMÉE DU SALUT d'Abdellah Taïa,
LA FEMME À LA CAMÉRA de Karima Zoubir,
MAY IN THE SUMMER de Cherien Dabis,
DENIS MARTINEZ, UN HOMME EN LIBERTÉ de Claude Hirsch,
PARKING de Florent Meng et Salma Cheddadi,
GRAFFITI BALADI de Lisa Klemenz et Leslie Villiaume,
DES MURS ET DES HOMMES de Dalila Ennadre,
CHANTIER A de Tarek Salmi, Karim Louaïche et Lucie Déche,
ALBUMS DE FAMILLE de M. Darwazah, N. Amapouche,
E. Sehiri et S. Zoabi, LA DERNIÈRE MARCHÉ d'Ali Mesalfa

INÉDIT EN FRANCE

BIENVENUE À ZIGZIGLAND de Nicole Ballivian

SALLES PARTENAIRES À PARIS ET EN SEINE-SAINT-DENIS

L'ÉCRAN (Saint-Denis), UNIVERSITÉ PARIS 8,
L'ENTREPÔT (Paris), LE LOUXOR (Paris),
COMEDY CLUB (Paris), ESPACE 1789 (Saint-Ouen),
LE STUDIO (Aubervilliers), L'ÉTOILE (La Courneuve),
LE TRIANON (Noisy-le-sec/Romainville)

www.pcmma.org

Entrée gratuite pour les lecteurs de **Politis**
sur présentation de ce numéro

Et la semaine prochaine... Pauvre culture !

Couverture : Deloche/AFP

Sur Politis.fr



Marché transatlantique

Une quinzaine de collectivités se sont jointes à l'initiative lancée en février par la Région Île-de-France.



Programme de stabilité
Décryptage.



Martin Shulz
Le candidat à la présidence de la Commission européenne a fait son « discours du Bourget ».



Fonctionnaires
Entretien avec Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU.

Recevez
gratuitement
la newsletter de
Politis.fr

Rendez-vous sur www.politis.fr
et cliquez sur newsletter.

Au bout de l'impasse

Un séisme politique couve au Proche-Orient. Quelque chose dont nous parlons depuis longtemps dans *Politis*, mais qui paraissait n'être jusqu'ici que conjectures : l'autodissolution de l'Autorité palestinienne. Aujourd'hui, ce n'est plus nous qui le disons, ce sont les plus hauts responsables palestiniens qui en brandissent la menace. Ils ont clairement évoqué cette hypothèse, le 19 avril à Ramallah, devant le médiateur américain, Martin Indyk.

Le démantèlement de l'institution créée par les accords d'Oslo, en 1993, pourrait être l'ultime recours du président palestinien Mahmoud Abbas en cas d'échec du plan Kerry. Or, à une semaine de l'échéance fixée par le secrétaire d'État américain, c'est peu dire que cet échec est probable. Après onze allers et retours dans la région depuis le mois de juillet, John Kerry avoue être tout près du renoncement.

Pourquoi cette soudaine dramatisation ? La faute en revient beaucoup à l'administration Obama, qui a sous-estimé l'aveuglement du gouvernement d'extrême droite israélien. Le chef de la diplomatie américaine ne s'est jamais donné les moyens de le faire plier. Au contraire, il a commencé par faire sienne la plus insensée des exigences israéliennes : la reconnaissance par les Palestiniens du caractère juif de l'État d'Israël. Ce qui reviendrait à faire accepter par les Palestiniens la négation de leur propre identité. Rappelons qu'ils sont un million six cent mille, musulmans, chrétiens ou peut-être athées, à être citoyens israéliens. Des citoyens de seconde zone déjà, victimes de toutes les discriminations et de tous les interdits économiques et sociaux. Il faudrait donc qu'ils entérinent eux-mêmes ce statut inférieur, à moins qu'ils n'acceptent d'être transférés en Cisjordanie. Ce qui s'apparenterait

nettement à une « purification ethnique ».

Avec cette exigence, les ennemis de la paix qui sont au gouvernement israélien peuvent dormir tranquille. Comme l'a dit récemment l'un d'eux, « tout risque de paix est écarté ». Mais ce n'est pas tout ! Le plan Kerry comporte d'autres points sensibles. Par exemple, l'occupation de la vallée du Jourdain par l'armée israélienne, au lieu de la force internationale

demandée par les Palestiniens. Enfin, à propos de Jérusalem, on s'apprête à rejouer le coup de Camp David. Le fameux « partage de Jérusalem » qui a si bien marché en 2000. Comme en 2000, on propose aux Palestiniens d'installer leur capitale à Abu Dis ou à Kufr Aqab, deux villes de la banlieue est que les Israéliens situent dans le « grand Jérusalem ». Ce qu'un négociateur palestinien, bon connaisseur de la géographie francilienne, avait fort bien résumé au lendemain de Camp David par cette formule : « On nous a dit "on vous donne la moitié de Paris", et c'était Créteil. »

Encore faut-il rappeler que le secrétaire d'État américain n'est même pas parvenu, pendant les neuf mois d'une mission qui risque de n'être plus qu'une gesticulation, à obtenir le gel de la colonisation qui continue de galoper. Il n'est pas parvenu non plus à imposer que les Israéliens honorent leurs engagements en libérant les prisonniers palestiniens, comme c'était prévu au terme de l'accord. Et voilà même que M. Nétanyahou et ses ministres ont décidé de retenir les taxes qui reviennent aux Palestiniens au titre de leurs exportations, pour les punir d'avoir demandé leur



SOPHIE STEINBERGER

Retrouvez l'édito en vidéo sur Politis.fr

adhésion à treize conventions internationales dont l'ONU est dépositaire. Il faut relire ces mots pour en mesurer l'absurdité. C'est bien cela : les Palestiniens sont sanctionnés parce qu'ils revendiquent d'être traités en conformité au droit international. On peut comprendre que la coupe soit pleine, après tant de plans dont Michel Warschawski rappelle cette semaine dans *Politis* le long cortège, avant de plaider pour la campagne de boycott (voir pages 6 à 8).

Or donc, que se passerait-il si les Palestiniens mettaient leur menace à exécution ? Ce serait une décision douloureuse. À commencer pour les Palestiniens eux-mêmes. Quelque chose comme la politique du pire pour répondre à la pire des politiques israéliennes. La conséquence serait d'abord économique. Il reviendrait à Israël d'assurer les salaires des fonctionnaires et la survie de la population, à recréer toutes les administrations à ses frais. Mais, plus encore, les conséquences seraient politiques. Il ne serait plus question de « territoires occupés » ni de solutions « à deux États », mais de populations qui revendiqueraient les mêmes droits, et la même citoyenneté, de la Méditerranée au Jourdain, qu'ils soient juifs, musulmans, chrétiens ou mécréants. Le combat serait brusquement reconfiguré. La conscience universelle serait reconvoquée en des termes qui rappelleraient tout à fait l'époque de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Et la conscience israélienne aussi, celle de la jeunesse de Tel-Aviv qui a fini par tourner le dos à cet Orient si proche et si problématique. Pour autant, s'il était encore possible de faire l'économie de ce douloureux détour de l'histoire, ce serait évidemment préférable. Mais les dirigeants israéliens sont trop aveugles pour comprendre où est l'intérêt de leur pays. Quant aux Américains, penauds et vaincus par l'obstination de leur allié israélien, leur premier réflexe a été de menacer de sanctions... les Palestiniens. Et on voudrait que ce conflit ne soit pas, aux yeux du monde, une insulte permanente au droit et à la morale ! <

objectif 800 nouveaux abonnés

À nos lecteurs :

Pour des informations sur notre campagne d'abonnements et sur la soirée du 5 juin (une petite croix sur votre agenda), reportez-vous à notre encart page 30.

la semaine

La libération des complotistes

La libération de nos quatre journalistes otages en Syrie au lendemain de la démission d'Aquilino Morelle a réveillé l'imagination des complotistes de tout poil. Un twittos « anti-gauche », qui prétendait faussement que la démission de Cahuzac le 18 avril 2013 (en fait le 19 mars) avait déjà été suivie le lendemain de la libération des otages du Cameroun, a été dupliqué 330 fois. Y compris par des élus... de gauche réputés sérieux. Ce qui donne la mesure du crédit du pouvoir. Ils s'imaginent que l'Élysée conservait au frigo dans ses sous-sols nos quatre confrères ? On a même vu un editorialiste économique (très libéral) les conforter dans leur délire : « *Ce n'est pas la première fois que des libérations d'otages interviennent opportunément dans l'actualité* », a tweeté Nicolas Doze, qui officie sur les chaînes de BFM, avant d'effacer son écrit, celui-ci ayant été « *mal vécu* ». Sans excuses ni remords.

A vos tweets !

@M3MH20

17 avril

Il n'y a que deux méthodes fiables pour estimer l'âge d'Abdelaziz Bouteflika : le carbone 14 ou le nombre d'années après Jean-Claude Gaudin.

@PierreDeruelle

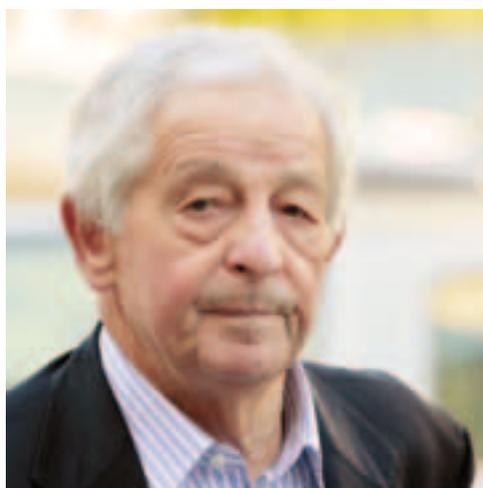
17 avril

« 73 % des personnes interrogées se disent d'accord avec les mesures de Valls. » Les Français, c'est 983 personnes. #BVA #fabriqueduconsentement

@S_Tronche

21 avril

Il y a 70 ans, les femmes obtenaient le droit de vote. Un an avant les militaires de carrière.



» Il faut sauver le soldat Morelle

Un conflit d'intérêts, des pompes de luxe cirées dans les salons présidentiels... Aquilino Morelle n'est pas facile à défendre. Ivan Levaï s'en est pourtant fait l'avocat dans sa revue de presse sur France Inter (19 avril), en s'appuyant sur la mémoire de Dominique Baudis, « *blessé et meurtri* », victime « *de la pire des calomnies* », et sur celle de Pierre Bérégovoy, suicidé, lui aussi meurtri par la « *curée médiatique* ». Et Ivan Levaï de citer abondamment *Valeurs actuelles* et Jean Daniel, goûtant très peu le journalisme d'investigation, vu comme un boulot de « *détective délateur* ». Déplorant « *les aspects désagréables des révélations de Mediapart* », Levaï s'est ainsi déployé dans l'amalgame, pour mieux défendre l'indéfendable.

»» Le retour de « Rocky »

On a vu un long aparté sur le tarmac de Villacoublay entre le reporter d'Europe 1 Didier François, ex-otage tout juste libéré, et François Hollande. Ces deux-là se connaissent bien depuis le début des années 1980. Didier François, alias « Rocky », avait été l'un des cofondateurs de SOS-Racisme avec Harlem Désir et Julien Dray. Tous transfuges de la Ligue communiste qui venaient de rejoindre le Parti socialiste de François Mitterrand. Le futur président de la République, jeune énarque, entamait une carrière politique dans le sillage de Jacques Delors. Quant à Didier François, il a fait un autre choix, au contraire de ses compères de l'époque. Celui de ne pas devenir un professionnel de la politique.

» En direct de Villacoublay

« Vous êtes heureux ? » ; « Qu'est-ce que vous comptez lui dire ? » L'arrivée des quatre otages français a été, une fois de plus, l'occasion de questions très pertinentes de la part des chaînes d'info continue, et de BFM TV en particulier, posées d'abord aux familles. « Vous l'avez retrouvé en bonne forme ? », a même demandé un journaliste à un proche, alors que les otages étaient à peine sortis de l'hélicoptère ! Autant d'indécence, de crétinerie, chassant l'émotion, avant de repasser en boucle, toute la journée, les mêmes images de Villacoublay et le discours de deux minutes de François Hollande. Consternant.



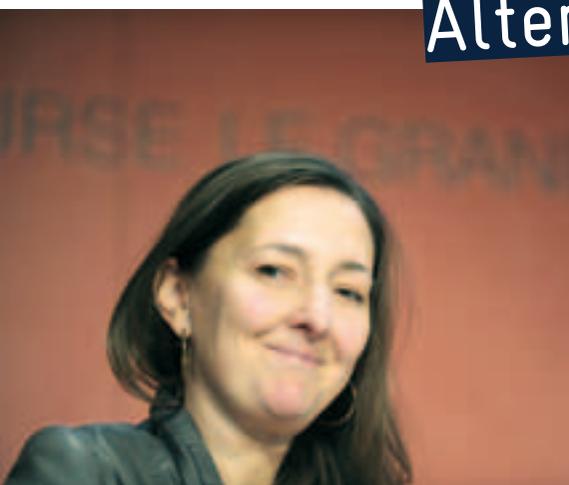
Accès aux soins : portes closes pour les précaires

Manuel Valls, qui a promis un geste en faveur des plus modestes, devrait méditer le résultat d'un testing édifiant réalisé par le Défenseur des droits, que *le Parisien-Aujourd'hui en France* (21 avril) a pu consulter. Il s'agissait de vérifier que les médecins ont réservé un bon accueil aux patients les plus modestes, qui ont une complémentaire santé CMU-C, une aide pour une complémentaire santé (ACS) ou une aide médicale d'État (AME). La faute à pas de chance, sur 154 médecins généralistes, dentistes ou gynécologues de Paris et de Nantes, contactés en décembre 2013, 137 rendez-vous ont été obtenus puis annulés le jour même. Les refus de ces toubibs aux revenus confortables ont de quoi choquer. Huit n'ont pas accepté que des précaires à la CMU se pointent dans leur cabinet. Pas question de dispense d'avance de frais pour quatre autres. Plus accommodant, un dernier a exigé un dépassement d'honoraire. À quand des gardes du corps pris en charge par la Sécu pour chasser les miséreux ?

Alternatives ou pétards mouillés ?

Quelques députés de la commission des Finances, avec Karine Berger (photo) en chef de file, ont travaillé dur tout le week-end pascal pour pondre une note contenant des scénarios « *alternatifs* » au plan d'économies de 50 milliards d'euros de Manuel Valls. Principal objectif : éviter un clash venant de l'aile gauche du PS et des députés de la gauche populaire lors du vote du

programme de stabilité du gouvernement, prévu le 29 avril. Les députés socialistes ont trouvé la recette miracle : ne pas toucher aux 50 milliards ni au maintien de l'objectif de réduction des déficits sous les 3 %. Quelques retouches prévoient de ménager un peu plus les fonctionnaires et un peu moins les entreprises. Et c'est avec ça que la majorité compte rassembler ses troupes...



PIERMONT/AFP



■ **PROCHE-ORIENT** La campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions prend de plus en plus d'ampleur. Sa coordinatrice en France, **Imen Habib**, analyse ici les différents aspects du mouvement.

« Nous interpellons les consciences »

Lancée en 2005 par plusieurs associations de la société civile palestinienne, la campagne BDS contraint aujourd'hui de nombreux exportateurs israéliens à baisser leurs prix.

Sur quelle analyse se fonde la campagne BDS ?

Imen Habib > C'est le constat d'une impasse totale. La colonisation continue de galoper. Le gouvernement israélien vient encore d'annoncer qu'il autorise un nouveau programme de constructions dans les territoires palestiniens. Mais il n'y a pas que cela. La campagne BDS se fonde sur le

fait que les droits fondamentaux du peuple palestinien sont bafoués. **Quand on dit « boycott », on pense évidemment à l'Afrique du Sud d'avant Mandela. Peut-on dire que les situations sont comparables ?**

Il y a aujourd'hui une situation d'apartheid dont les Palestiniens sont victimes. Certes, il existe des différences, mais aussi des similitudes. Et, surtout, cette situation perdure depuis plus longtemps qu'en Afrique du Sud.

Le secrétaire d'État américain, John Kerry, a multiplié les contacts pour aboutir à un plan d'ici à la fin du mois d'avril. Nous y sommes et l'échec est

■ **ENTRETIEN** ■ **évident. Pensez-vous que cet échec puisse avoir des conséquences sur la campagne BDS ?**

Non, parce que ce processus de paix était un leurre dès l'origine. La preuve : pendant que Kerry parle, de nouvelles colonies sont annoncées par le gouvernement israélien.

On a l'impression que la campagne BDS est en train de prendre une nouvelle dimension.

Oui, elle progresse énormément. Elle remporte beaucoup de succès. Notamment aux États-Unis. En décembre, la décision de l'American Studies Association

(ASA) d'appeler au boycott a été très importante (1). Il y a eu aussi un fonds de pension norvégien qui a annulé ses projets d'investissement en Israël : c'est le désinvestissement. Et puis il y a eu une avancée avec la directive européenne de juillet 2013 qui refuse le financement par l'Europe de tout organisme ou institution israélienne implantés dans les colonies. On assiste donc à des avancées aussi bien économiques que culturelles.

Du côté des artistes, il y a eu l'appel de 80 dessinateurs au festival de la BD d'Angoulême. Et l'engagement de Roger Waters des

(1) L'ASA est la plus ancienne et la plus importante association universitaire américaine. Elle regroupe plus de 5 000 professeurs et chercheurs américains.

Après l'échec de Kerry, l'heure est au boycott

La société civile doit se mobiliser pour pallier l'incapacité de la communauté internationale à imposer à Israël le respect du droit.



DR

Michel Warszawski
Militant anticolonialiste israélien, cofondateur et président du Centre d'informations alternatives de Jérusalem.

Pendant quelques jours, j'y ai cru. Sinon, comment expliquer l'obstination du secrétaire d'État américain, John Kerry, et sa bonne dizaine d'allers-retours entre Washington et Tel-Aviv ? Tout semblait cette fois indiquer que l'administration américaine avait vraiment l'intention de faire bouger les choses au Proche-Orient. Et de désempourber les négociations entre Israéliens et Palestiniens. Faire bouger les choses, à savoir mettre toute la pression nécessaire sur un gouvernement israélien qui refuse même de geler provisoirement la colonisation en Cisjordanie. Quant à la décolonisation, on a carrément cessé d'en parler ! Le discours du Caire, tenu il y a maintenant cinq ans par le président Obama, n'était donc pas un leurre ?

Combien de fois, au cours des quarante-cinq dernières années, a-t-on cru – ou, en tout cas, a-t-on voulu nous faire croire – que, cette fois-ci, c'était la bonne : plan Rogers (1969), plan Jarring (1971), Camp David I (1978), Wye Plantation (1998), Camp David II (2000), Taba (2001) ? Et j'en passe. Mais, à chaque fois, les gouvernements israéliens, qu'ils soient d'extrême droite ou de centre gauche, ont trouvé le moyen de se dérober, soit parce que le Grand Israël est leur idéologie et leur politique, soit parce qu'ils craignent une fracture dans la société israélienne : « On veut, mais on ne peut pas. »

Si le secrétaire d'État américain a fait tant d'efforts, alors que siège à Tel-Aviv le gouvernement le plus fanatiquement de droite qu'Israël ait jamais connu, c'est donc qu'Obama avait décidé de se lancer dans une partie de bras de fer avec le trio Nétanyahou, Yaalon, Bennett (1). Comme une revanche au camouflet subi après le discours du Caire, mais, surtout, une réponse indispensable pour la puissance états-unienne aux

bouleversements que vit le Moyen-Orient et à la présence nouvelle et agressive d'autres États de poids dans cette région, particulièrement la Russie et la Chine.

Pourtant, le gouvernement israélien a, une fois de plus, osé dire non à son allié stratégique, et Kerry revient à Washington bredouille. La méthode utilisée par Nétanyahou n'a pas été élégante : il a tout simplement exigé de Mahmoud

Abbas qu'il reconnaisse non pas l'État d'Israël en lui-même – chose faite par Yasser Arafat dès 1993 –, mais comme « État du peuple juif ». Revendication inédite dans l'histoire de la diplomatie internationale, et totalement anti-démocratique, la définition de la nature d'un État étant le privilège du seul souverain de cet État, en l'occurrence les citoyens israéliens.

Nétanyahou savait pertinemment que Mahmoud Abbas ne pouvait accepter cette condition, et que le plan Kerry allait donc rejoindre dans les poubelles de l'histoire toutes les autres initiatives de paix. Pour être sûres du résultat, les autorités israéliennes annonçaient en outre la construction de plusieurs centaines de nouveaux immeubles dans les colonies de Cisjordanie et de Jérusalem. Mission accomplie ! Le droit international n'a décidément aucun impact sur les dirigeants israéliens, les résolutions de l'ONU pas davantage. Les conseils des plus proches amis de l'État hébreu se heurtent à une fin de non-recevoir et leurs intérêts stratégiques sont ignorés par Nétanyahou et ses ministres. Quant aux accords signés par les gouvernements précédents, ils sont foulés aux pieds.

Que reste-t-il alors pour faire lâcher prise à l'État voyou israélien et imposer les droits du peuple palestinien ? La réponse à cette question se décline en trois lettres : BDS. Lancée par la société

civile palestinienne il y aura bientôt dix ans, la campagne internationale « Boycott-Désinvestissement-Sanctions » est venue pallier l'absence de volonté de la communauté internationale de prendre les mesures nécessaires pour imposer à Israël le respect du droit international dans ses relations avec le peuple palestinien.

Inspirée par l'exemple sud-africain, cette initiative a pour objectif d'imposer des sanctions internationales, politiques, économiques et culturelles à Israël, tant que ce dernier refusera de se soumettre aux règles du droit international qui prévalent. Et cela en exerçant des pressions sur les décideurs politiques et en menant des actions de boycott citoyen.

Au cours de l'année passée, la campagne BDS a fait un bond qualitatif. Les actions militantes et citoyennes ont été relayées par d'importantes sociétés ou institutions (la plus grande banque danoise, le second fonds de pension néerlandais, la compagnie des eaux néerlandaise, etc.) et des organisations de masse, comme l'American Studies Association.

Selon des sources proches de la Maison Blanche, face à la politique systématique de refus israélienne, Barack Obama aurait décidé de se désengager du processus de paix au Proche-Orient et de concentrer l'essentiel de sa politique étrangère en Extrême-Orient. Les illusions partagées par certains dirigeants palestiniens sur d'éventuelles pressions américaines vont donc devoir faire place à une nouvelle réflexion stratégique de leur part. Mais il y a urgence. D'où l'importance d'une forte pression citoyenne. Laquelle doit avoir pour objectif de faire bouger les instances internationales et de les pousser à user des sanctions que leur autorise le droit international pour que – enfin – justice soit faite au peuple palestinien. <

Un char israélien positionné à la frontière sud de la bande de Gaza, le 25 décembre 2013.

KAHANA/AFP

ences»

Pink Floyd, celui du cinéaste Ken Loach et celui d'un artiste norvégien qui a expliqué sa prise de position en faveur du boycott en affirmant qu'il ne voulait pas que sa participation à un concert serve de caution à la politique israélienne. **Justement, le boycott culturel pose parfois des problèmes. Beaucoup à gauche, en France, pensent qu'on ne peut pas boycotter des manifestations comme des festivals de films israéliens, qui sont parfois très critiques à l'égard de la politique coloniale du gouvernement. Qu'en pensez-vous ?**

Ceux qui ont lancé l'appel pour le boycott culturel ont défini des critères précis. Ce (suite page 8) >>>

(1) Benjamin Nétanyahou est Premier ministre, Moshe Yaalon est ministre de la Défense, et Naftali Bennett, chef de file des colons, est ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Emploi... et des Affaires religieuses.

la semaine

(suite de la page 7) >>> boycott ne vise pas les individus mais les institutions. On ne boycotte pas un comédien ou un artiste, même s'il se rend en Israël. Auprès d'eux, on mène une campagne de sensibilisation. On essaie d'interpeller leur conscience.

En France, il y a l'exemple du Forum des images qui était consacré, en 2010, à Tel-Aviv. La manifestation était sponsorisée par l'ambassade d'Israël et la mairie de Tel-Aviv. Le cinéaste Eyal Sivan a écrit une lettre très argumentée pour expliquer son refus d'y participer. L'aspect fondamental du boycott culturel vise à contrer une tentative d'Israël de redorer son image. En parrainant des manifestations culturelles, apparemment neutres, Israël tente de camoufler la réalité coloniale.

Il semble qu'Israël commence à prendre conscience du danger.

Oui, des patrons israéliens qui participaient au forum de Davos pressent Nétanyahou de faire la paix avec les Palestiniens. Ils craignent les conséquences économiques du boycott.

Ce sont les milieux libéraux qui deviennent vos alliés...

Cela nous encourage à mener campagne en direction d'entreprises qui commercent avec Israël.

Appelez-vous à boycotter les produits des colonies israéliennes en territoires palestiniens ou tout ce qui vient d'Israël ?

C'est maintenant toute une politique que l'on condamne. Ce sont les colonies, mais aussi la discrimination dont souffrent 1,6 million d'Arabes israéliens.

La question du boycott sportif se pose également...

Oui, la Fifa [Fédération internationale de football, NDLR] fait des gestes de normalisation pour intégrer de plus en plus Israël. Tout ce qui concourt à normaliser une situation qui n'est pas normale n'est pas acceptable. L'organisation de « l'Euro espoir » en Israël s'est inscrite dans cette tentative de normalisation.

En France, les militants de BDS subissent une répression. Où en sommes-nous à ce sujet ?

Cela repose sur une circulaire de l'ancienne ministre de la Justice, Michèle Alliot-Marie. C'est juridiquement étrange parce qu'il ne s'agit pas de viser les appels au boycott des États en général, comme la Chine, par exemple, mais uniquement en protection d'Israël. Malgré plusieurs

interpellations publiques, d'autres moins publiques, l'actuelle garde des Sceaux, Christiane Taubira, refuse toujours d'abroger la circulaire.

C'est un grand paradoxe et un scandale que des militants se retrouvent poursuivis parce qu'ils manifestent pour le respect du droit international. Si bien que leur sort dépend des tribunaux. Certains sont relaxés, comme à Bobigny ou à Pontoise, et d'autres lourdement condamnés, comme à Colmar. Et quand les verdicts ne plaisent pas parce qu'ils sont trop cléments, c'est le parquet, c'est-à-dire le gouvernement, qui fait appel, ou bien des organisations d'extrême droite juive.

>Propos recueillis par Denis Sieffert

■ **UKRAINE** À l'est du pays, la population regarde miliciens pro-russes et manifestants favorables à Kiev avec une sorte de distance inquiète. De notre envoyé spécial à Donetsk, **Claude-Marie Vadrot**.

« On ne sait plus quoi souhaiter »

Sil y a bien quelque chose de très « russe » dans l'Est ukrainien en pleine ébullition et au comble de la confusion, c'est la culture de la rumeur, la fausse nouvelle amplifiée et propagée, signe d'une profonde inquiétude. Les partisans de Kiev comme ceux qui souhaitent une intervention russe rivalisent dans la propagation d'informations invraisemblables.

À entendre les activistes des deux bords, les morts s'accumulent et les agressions se multiplient. Et tant pis si personne ne peut en trouver trace ! Ainsi, plus de 36 heures après l'accrochage survenu en pleine nuit sur une route déserte menant à Slaviansk, une ville de 120 000 habitants au nord de Donetsk, nul n'était capable, lundi, d'expliquer comment et pourquoi l'incident se serait déroulé. Pas de corps exhibés. Juste les craintes des uns s'ajoutant à celles des autres. Et la police locale qui enquête sans conviction autour de deux véhicules

carbonisés, avec des versions qui varient au gré des interprètes. Mais, quelle que soit la réalité ou la gravité de cet accrochage, il a permis au pouvoir local de décréter un couvre-feu nocturne, lequel ne change d'ailleurs pas grand-chose puisque, sitôt la nuit tombée, la ville apparaît comme morte.

Quelques jours après l'accord survenu à Genève entre les représentants des Ukrainiens, des Européens, des Américains et des Russes, rien n'a changé sur le terrain. Les bâtiments occupés n'ont pas été libérés, les barrages restent en place, les Cosaques patrouillent armés de gourdins, et des militaires non identifiés, bien que soupçonnés d'être venus de Russie et de Crimée, n'ont pas quitté les lieux dont ils ont pris possession. Aux journalistes qui réussissent à les approcher avant d'être virés par des officiers n'arborant aucun grade, ils répondent qu'ils n'ont pas reçu d'ordre de bouger. Ils ne précisent

■ **REPORTAGE** ■ d'ailleurs jamais de qui ils attendent

leurs ordres, mais ne dissimulent pas les puissants moyens de transmission dont ils disposent.

Les pro-russes, essentiellement ceux qui montent la garde autour des bâtiments occupés, expliquent volontiers qu'ils contrôlent Donetsk et son million d'habitants, que la situation est irréversible et qu'il ne reste plus qu'à attendre l'arrivée de l'armée russe, « qui enverra des blindés et des renforts dans quelques jours », assure l'un d'entre eux.

Pourtant, jeudi 17 avril, une manifestation de partisans d'une Ukraine unifiée sous l'autorité du gouvernement de Kiev a bien eu lieu au parc de la Victoire de Donetsk. Sans le moindre incident, elle a réuni devant une tribune érigée pour l'occasion des étudiants, des mineurs, des universitaires et des intellectuels, et même des popes. Une dizaine de milliers de personnes, plutôt

jeunes, surprises d'être aussi nombreuses et protégées par la police. Beaucoup expliquaient avoir passé plusieurs jours à Maïdan pendant les fêtes de fin d'année ou à l'occasion d'un congé, qualifié de « révolutionnaire » par un médecin.

« Je pense, commente ce dernier, que beaucoup d'habitants nous approuvaient. Seulement, les mineurs sont nombreux, qui rêvent encore d'une Union soviétique où ils étaient les rois. Avec un travail dangereux, pénible, mais bien payé. » La nostalgie est ici un ressort politique puissant. « Ceux d'entre nous qui ont plus de 50 ans, se souvient le médecin, bénéficiaient de centres de repos et de colonies de vacances pour leurs enfants sur la côte. Les mineurs ne savent pas ou ne veulent pas savoir que la Russie n'est plus l'URSS et que, comme ici, c'est désormais le pays de la corruption et du règne de l'argent vite gagné, quand on a des relations. »



À quelques centaines de mètres du parc, un groupe de civils regarde flotter les bannières ukrainiennes arborées par les manifestants, désormais rassurés. Une femme commente : « *Finalement, ils ne sont pas nos ennemis. D'une certaine façon, ils défendent aussi notre pays. Il va bien falloir qu'on trouve le moyen de s'entendre, que nous nous calmons tous pour parler de l'avenir et trouver une solution.* »

« *Dans le fond, intervient un homme, on n'a pas besoin des Russes, mais il faut que les gens de Kiev et de l'ouest du pays nous comprennent et qu'ils respectent nos idées. Pas besoin de se séparer. Quand on les entend dire que nous serons plus forts tous ensemble, nous sommes d'accord. Il ne faut pas trop écouter les excités qui pensent qu'en changeant de pays nous serons plus heureux et mieux payés. Il faudrait d'abord qu'on ait du travail.* »

Sur le million d'habitants de Donetsk – le double pour toute l'agglomération –, bien peu finalement prennent part aux événements. Qu'ils soient pro-russes ou

partisans du maintien de l'Ukraine unie, peu militent ou manifestent. Autour du bâtiment de la Région, devant les sacs de sable et les barbelés, malgré l'envie exprimée d'imiter la révolte de Kiev, ils ne sont jamais nombreux. Ils se contentent d'écouter les proclamations des miliciens aux visages masqués.

Génia, une femme qui dit travailler dans le bâtiment sur les questions scolaires, remarque : « *Nous ne savons pas ce qui se passe au onzième étage, ni qui fait partie du "Conseil populaire" siégeant là-haut. J'ai peur qu'ils ne soient préoccupés que par leurs avantages. J'espère que la raison va l'emporter. Mais s'il y a des*

morts, si les fascistes qui participent au pouvoir à Kiev viennent jusqu'ici, ce sera terrible. Déjà, on raconte des choses horribles. Je ne sais plus quoi penser et souhaiter. »

Autour de Génia, on approuve de la tête. Mais, à proximité, un milicien veille : « *Ne dites pas n'importe quoi, pensez aux gens de Crimée dont les salaires ou les retraites ont doublé ou triplé, c'est pour cela que nous luttons.* » Mais il refuse de répondre aux badauds

qui l'interrogent sur le chef du « *Dombas insurgé* », un certain Denis Pouchiline, 33 ans, qui s'est proclamé président de la Région. Un homme plus connu dans la province comme affairiste et spéculateur que comme politique. Mais il est redouté, même s'il devient chaque jour un peu plus évident qu'il ne contrôle guère la situation. Quant aux nouveaux « miliciens », ils ont la réputation de consacrer plus de temps à rançonner des magasins en promettant de « *rembourser quand les Russes arriveront* » qu'à assurer l'ordre.

À quelques kilomètres de là, dans les zones rurales, pas de milice, pas de partisans déclarés des séparatistes ni de tenants de l'unité du pays. Tout est tranquille, même autour des barrages. L'inquiétude porte uniquement sur les ruptures d'approvisionnement des magasins et la montée des prix alimentaires. Conséquences prévisibles dans un pays que le précédent gouvernement ukrainien a conduit à la quasi-faillite économique, et que le pouvoir provisoire actuel ne parvient pas à maîtriser. L'Ukraine, cela se sent dans les conversations sur le pouvoir d'achat, va de plus en plus mal, et seuls les circuits de la corruption semblent bien se porter.

» C.-M. V.

^
Manifestation pro-russe à Donetsk, devant le bâtiment de la Région, le 20 avril.

VETROV/AFP

SUD-SOUDAN

Massacres à Bentiu

L'ONU a accusé le 21 avril les troupes de l'ancien vice-président sud-soudanais Riek Machar d'avoir massacré des centaines de civils sur des critères ethniques lorsqu'elles ont repris la ville de Bentiu, le 15 avril. Selon la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (Minuss), plus de 200 personnes ont été tuées dans une mosquée, dans une église, à l'hôpital et dans plusieurs bâtiments évacués par l'ONU. Les combats, opposant les peuples dinka et nuer, dont sont respectivement issus Salva Kiir, actuel président du pays, et Riek Machar, ont déjà fait plusieurs milliers de morts. Face à ces accusations, les rebelles ont pourtant nié avoir pris part aux massacres, et rejettent la faute sur les forces gouvernementales et leurs alliés.

SYRIE

Une « parodie de démocratie »

Jusqu'à présent, Bachar Al-Assad, comme son père avant lui, était confirmé par référendum. Alors que la guerre ravage le pays depuis trois ans, le président du Parlement, Mohamad Al-Laham, a annoncé le 21 avril la tenue d'une élection présidentielle le 3 juin prochain. La réélection de Bachar Al-Assad ne faisant guère de doute, elle fait figure de « *farce* » pour le chef du bureau de la Coalition nationale de l'opposition. Le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney, affirme quant à lui qu'un tel scrutin serait « *une parodie de démocratie* », sans « *aucune valeur ni légitimité* ». Cette annonce fait écho à de nouvelles indications d'utilisation, en avril, d'armes chimiques à Kafarzita, un village dominé par les rebelles. Une enquête est ouverte.

ALGÉRIE

Bouteflika dans un fauteuil

Président depuis 1999, Abdelaziz Bouteflika a été réélu sans surprise le 17 avril avec 81,5% des voix. Son principal rival, Ali Benflis, n'obtient que 12,2% des voix. Celui-ci, qui fut Premier ministre durant le premier mandat de Bouteflika, a fortement contesté le résultat, dénonçant des fraudes. Mais la véritable sanction pour un Président affaibli, contraint de voter en fauteuil roulant, c'est l'abstention. Seuls 51,7% des électeurs sont allés voter, contre 74% en 2009. Signe qu'une grande partie de la population ne croit pas à un changement économique et social qui viendrait d'une classe politique discréditée.